

L'éducation dans les débats du 37^e Congrès du PCF

**Marine Roussillon,
animatrice du Réseau école, membre du CEN en charge des questions d'éducation**

Les questions éducatives ne sont pas au cœur des débats du 37^e Congrès du PCF. Cependant, ce congrès a fait du projet communiste l'un des enjeux de ses discussions, et les nombreuses contributions, comme les différentes propositions de « base commune » soumis au vote des communistes, permettent de mesurer l'état du débat sur les questions éducatives et l'appropriation des analyses et des propositions portées par le réseau école dans l'ensemble du parti.

Le texte alternatif n°2, intitulé « Pour une politique communiste » et porté par La Riposte, ignore complètement la question éducative. Tous les autres textes l'abordent, ainsi que plusieurs contributions individuelles ou collectives. La lecture de ces divers textes met au jour quelques débats importants qui traversent encore le parti :

- les connaissances, la culture, sont-elles toujours émancipatrices ou peuvent-elles être mises au service de l'exploitation et de l'aliénation ?
- s'agit-il pour les communistes de défendre le service public national, ou est-il nécessaire de le transformer radicalement ?
- l'éducation et la culture relèvent-elles de l'idéologie, ou bien ont-elles partie liée avec le travail ? En d'autres termes, sont-elles un enjeu de la lutte des classes ?

Ces trois questions se recoupent largement. Depuis plusieurs années déjà, le réseau école développe une analyse qui part du constat que les savoirs et la créativité jouent un rôle croissant dans l'économie capitaliste et dans l'ensemble de la société. À partir de là, nous affirmons :

- que la place croissante des savoirs et de la créativité dans la société peut être mise au service d'une exploitation renforcée comme de l'émancipation individuelle et collective ;
- que le service public d'éducation est en crise structurelle ; qu'il ne doit pas seulement être défendu, mais être profondément transformé pour répondre aux défis de l'avenir ;
- que les politiques éducatives sont un enjeu central de la lutte des classes, parce qu'elles modèlent le salariat de demain.

À cette position s'oppose de manière caricaturale celle défendue par le premier texte alternatif, « L'ambition communiste pour un front de gauche populaire et citoyen », porté notamment par Patrice Cohen-Séat, qui défend une conception idéaliste de l'éducation : la culture, les connaissances, l'art, y sont présentés comme des forces positives, naturellement progressistes. Le seul enjeu des politiques éducatives serait donc d'élargir l'accès à la culture, pour répondre à la « crise de sens » que traversent nos sociétés. Aucun lien n'est fait entre les questions éducatives, l'évolution du travail et la crise économique.

Les savoirs et la culture sont-ils toujours émancipateurs ?

Pour le texte alternatif n°1, « la connaissance et l'art ... permettent d'accueillir et de s'enrichir des différences... contribuent à lutter contre les postures conservatrices ». Les connaissances et la culture sont présentées comme des objets figés, naturellement « bons ». Il suffit pourtant d'avoir un peu enseigné pour savoir qu'une œuvre d'art peut servir l'aliénation comme l'émancipation, le repli sur soi comme le partage : tout dépend du degré d'appropriation, de maîtrise qui en est rendu possible. Ainsi, la lecture de *La*

Princesse de Clèves peut être une expérience humiliante et excluante comme elle peut devenir émancipatrice, si les pratiques pédagogiques qui l'accompagnent permettent au lecteur de maîtriser l'œuvre : pas seulement de la subir comme un patrimoine valorisé qu'il faudrait pouvoir apprécier, mais de penser et d'agir avec elle.

Comme l'écrivent les membres du réseau école du Loiret dans leur contribution : « pour nous, un haut niveau de formation n'est pas suffisant si la société ne donne pas aux savoirs et à la création une visée émancipatrice et donc une place essentielle à la capacité toujours décuplée de maîtriser toujours plus de savoirs ».

L'idéalisation de la culture et des connaissances portée par le texte alternatif n°1, leur essentialisation, aboutissent à ignorer la question fondamentale de l'appropriation : comment faire passer les politiques éducatives et culturelles d'une logique de l'accès – on ouvre les portes des écoles et des théâtres et que s'y débrouillent ceux qui le peuvent – à une logique d'appropriation ? Comment permettre la construction collective d'une culture commune ambitieuse, permettant d'agir sur le monde ? En ignorant ces questions, il occulte l'importance des pratiques et des contenus de l'enseignement.

Sauver le service public ou le transformer ?

Négliger les contenus et les pratiques pour privilégier la question des moyens donnés au service public (les postes, les budgets) : cela a longtemps été un travers du PCF. Or croire qu'il suffirait de donner plus de moyens à l'école pour qu'elle permette la réussite de tous, c'est oublier que notre école a été construite au moins autant comme un outil de sélection et de reproduction des dominations sociales, que comme une réponse à l'exigence populaire de démocratisation des savoirs. À l'opposé, les politiques libérales de l'actuel gouvernement ne cessent de mettre en avant la question pédagogique pour faire oublier les conséquences de l'austérité. L'articulation des moyens et des contenus, de la défense du service public et de sa transformation est donc nécessaire à la fois à la qualité de notre analyse et à l'efficacité de notre projet.

Les textes alternatifs n°3 (« Unir les communistes ») et n°4 (« Reconstruisons le parti de classe ») restent très centrés sur la question des moyens, dans une posture défensive. Le texte n°4 insiste – avec raison – sur la nécessité de créer des postes, de rendre au service public un cadre national, de lutter contre le privé et la marchandisation, et n'évoque qu'en passant les questions de contenus et de pratiques. Le texte n°3 fait du développement du service public d'éducation une priorité et affirme dans le même temps la nécessité d'un « développement sans précédent de la formation, de la culture comme lieu essentiel de socialisation, de partage entre les hommes, de construction des conditions d'une démocratie réelle, d'une citoyenneté populaire ». Il rejoint ainsi le travers idéaliste du texte n°1 : les contenus de l'éducation sont de l'ordre de l'idéologique, et ne sont pas mis en relation avec les évolutions du travail et du salariat.

Le texte de base commune proposé par le Conseil National témoigne d'une évolution très positive dans l'articulation entre renforcement et transformation du service public, entre moyens et contenus. Les politiques libérales n'y sont pas réduites à leur dimension budgétaire. Le texte parle bien de la « casse des services publics nationaux » mais aussi de l'« individualisation des parcours », de la « fragmentation des savoirs et des cultures ». Le projet communiste d'une école de l'égalité et de l'émancipation articule lui aussi moyens et contenus : « cela implique d'investir dans les services publics nationaux, mais aussi de repenser les contenus, les pratiques et les temps de l'éducation ». Un peu plus loin, le texte dit l'importance de « revoir les programmes, relancer la formation initiale et continue des enseignants, renforcer la place des cultures artistiques, sportives,

techniques et professionnelles ». Sur les questions éducatives, il donne ainsi aux communistes les moyens de passer à l'offensive.

L'éducation et la culture, enjeux de la lutte des classes ?

Les contributions de communistes sur les politiques éducatives touchent quasiment toutes au lien étroit entre évolution de la formation et évolution du travail. Jérémie Roggy (87) appelle à « promouvoir le droit des jeunes à la formation pour libérer le travail ». Franck Bruegghe (92) traite de la formation professionnelle, Arthur Giry et Samuel Franceschi (86) de l'apprentissage. L'approche idéaliste portée par le texte alternatif n°1, qui situe l'éducation et la culture en dehors des conflits entre capital et travail, semble donc très isolée dans le PCF.

La contribution de Franck Bruegghe affirme ainsi l'importance de l'éducation et de la formation dans une société où les métiers évoluent vite, où le travail change. Le texte alternatif n°3, « Unir les communistes » propose la création d'un « grand service public de la formation continue » et insiste sur le lien entre développement de la formation et réduction du temps de travail.

La proposition de base commune portée par le Conseil National, « Le temps du commun », a choisi d'associer étroitement éducation et travail. La première partie du texte « Objectif *zéro chômage* pour une société du partage » commence ainsi par un paragraphe intitulé : « Une place centrale au travail, à l'emploi, à l'éducation et à la formation, à la recherche et à la culture ». Au-delà de l'énumération un peu fastidieuse, on voit que le texte prend pour point de départ le lien étroit entre les politiques éducatives et les évolutions du travail. « Dans une société où les savoirs et la création jouent un rôle de plus en plus important, l'éducation, la recherche et la culture sont au cœur de la lutte des classes », affirme-t-il, avant de développer l'analyse : « le capital a besoin de salarié-e-s plus formé-e-s, mais il veut empêcher le développement des pouvoirs nouveaux qui vont avec la maîtrise de savoirs complexes, avec le développement de la créativité. [...] Au contraire, faire d'une place nouvelle des savoirs et de la création un outil d'émancipation individuelle et collective devient une priorité pour le développement de toute la société. Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent est une des conditions majeures pour sortir de la crise, pour donner aux salarié-e-s une véritable maîtrise de leur travail, pour permettre à toutes les citoyennes et tous les citoyens de construire ensemble les choix qui engagent leur pays et le monde ». Le texte proposé par le Conseil National reprend ainsi l'essentiel des analyses portées par le réseau école. C'est dans ce texte que l'enjeu des politiques éducatives est le plus clairement exprimé : non pas répondre à une « crise de l'imaginaire » (texte alternatif n°1) mais bien sortir de la crise multiforme du capitalisme en le dépassant et en donnant le pouvoir aux travailleurs.

Des propositions à approfondir

Les propositions de base commune, parce qu'elles travaillent le projet communiste, rentrent rarement dans le détail des propositions.

Plusieurs contributions de communistes appellent à approfondir le travail sur les propositions, pendant le Congrès et au-delà. Le réseau école du Loiret développe ainsi la question des **temps de l'éducation** : « une formation, initiale plus longue (3 à 18 ans), revue dans le sens non de l'accumulation mais dans celui de la capacité à penser ; [...]

une formation tout au long de sa vie [...] ; enfin la possibilité d'un accès permanent à la connaissance, à la culture ».

Jérémy Roggy (87) se félicite que « le Parti Communiste Français porte haut et fort la scolarité gratuite et obligatoire jusqu'à 18 ans, une véritable mesure progressiste au service des jeunes et de la société toute entière » mais ajoute que cela devrait « mener à une réflexion sérieuse sur **l'enseignement supérieur** ». Il avance alors une série de propositions que le parti devrait travailler et s'approprier : « partout sur le territoire, les jeunes doivent pouvoir accéder à des formations de qualité réellement gratuites, grâce un réengagement financier de l'Etat dans l'éducation et l'enseignement supérieur et la mise en place d'un salaire socialisé dont la rémunération serait fixée selon le niveau de qualifications ».

À partir de cette proposition de salaire étudiant, la contribution de Jérémy Roggy aborde aussi la question de la **formation continue** : « il est essentiel de promouvoir la gratuité de la formation continue dans le cadre universitaire pour l'ensemble des travailleurs/ses, afin d'assurer à tou.te.s de mener ses projets de travail sans demander une quelconque autorisation du patronat, en obtenant ainsi des diplômes reconnus et valorisés dans l'ensemble du pays ». Il rejoint ainsi les préoccupations de Franck Bruegghe.

Autre sujet à approfondir : **l'apprentissage**. Pour Jérémy Roggy, « Il faut aussi questionner les nouvelles formes d'apprentissage et d'alternance : si le PCF porte la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, celles-ci doivent-elles être développées dans le cadre universitaire pour remplacer l'apprentissage dès 14 ans ? ». Arthur Giry et Samuel Franceschi (86) dressent un tableau sans concession de l'état actuel de l'apprentissage, « école de l'abus » et avancent une série de propositions et de batailles à mener pour transformer l'apprentissage : un grand service public de l'orientation pour en finir avec l'orientation subie ; une formation générale ambitieuse et émancipatrice ; l'information et l'organisation des apprentis pour leur permettre de défendre leurs droits ; la mise en place d'un contrat d'apprentissage unique ; la revendication d'un grand service public de l'apprentissage doté des moyens pour assurer une formation générale et professionnelle de qualité. Malheureusement cette contribution n'aborde pas la question centrale des relations entre apprentissage et lycée professionnel : la transformation de l'apprentissage peut-elle mettre fin à la concurrence avec le lycée professionnel ? Peut-elle s'insérer dans le projet d'une scolarité obligatoire prolongée jusqu'à 18 ans ? Enfin, peut-elle faire que l'apprentissage ne soit plus une filière d'échec ? Il y a là un sujet à travailler.

Enfin, la section de Saint-Gratien Sannois (95) est partie de l'expérience municipale de mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires pour travailler sur la proposition d'un **service public national déconcentré du périscolaire**.

Les débats de congrès nous indiquent ainsi une série de pistes à approfondir, de travaux à mener pour produire des propositions utiles.